

## LA CRISE ECONOMIQUE ACTUELLE : MYTHES ET REALITES

par M. François de Lacoste Lareymondie.

Nous allons parler de la crise économique. De tels propos peuvent sembler un peu loin de vos préoccupations directement spirituelles et pastorales ; toutefois, ce n'est pas un divertissement au sens pascalien ! Vos fidèles baignent dans la vie économique, sans toujours bien la comprendre, et risquent d'être submergés par les soucis qu'elle leur occasionne ; aussi est-il opportun de posséder quelques outils de discernement. Ce que nous allons voir peut vous aider à les accompagner sur le plan pastoral.

Y a-t-il une crise, et quelle est-elle ? Cela vaut la peine de se poser la question ! Pourtant, on l'entend dire tous les jours dans les médias ! La plupart d'entre vous ont moins de trente ans et n'ont entendu que ce genre de discours. Pour y répondre en sortant des banalités d'évidence, nous allons nous placer d'un point de vue macroéconomique dans une perspective aussi longue que possible car il faut prendre du recul pour étudier ces phénomènes dans leur réelle profondeur et en acquérir une compréhension aussi exacte que possible. Ce sera l'objet de cette première conférence. Cet après-midi, nous parlerons de l'endettement, pas seulement d'un point de vue économique mais aussi, je l'espère, philosophique.

### ***I. QUELQUES DONNEES CHIFFREES***

Commençons par quelques données destinées à relativiser le discours ambiant. Je m'appuierai sur un document de l'OCDE<sup>1</sup> publié il y a une dizaine d'années, donnant des perspectives très longues, qui permettent de niveler les impressions liées au contexte immédiat. Cette étude montre assez nettement que nous n'avons jamais été si riches en travaillant si peu.

Le produit intérieur brut (PIB), qui correspond à peu près à ce qu'un pays produit chaque année, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées de tous les acteurs économiques, fournit un indicateur suffisant. Que constate-t-on ? Si, en France, en 1950, le PIB était de 5 270 dollars par habitant, il était passé, en 1975, à 13 266 dollars et, en 2000, à environ 20 000 dollars. Sur cette période de cinquante ans, le multiplicateur a été de 3,7. Dans le même temps, en Allemagne, celui-ci était de 4 car nos voisins partaient de plus bas en raison des destructions de la guerre. En Italie, il était

---

<sup>1</sup> Cf. A. MADISON, *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, OCDE, 2001. Pour permettre des comparaisons significatives dans le temps et dans l'espace, l'OCDE recourt à une unité de compte, le « dollar international », que les économistes ont construit à cette fin. En particulier, il est corrigé des effets dus à la variation de valeur des monnaies courantes. Je tiens pour acquis que l'instrument de mesure est correct, et je laisse aux spécialistes le soin d'en débattre.

de 5 ; en Espagne, de 6. Nous avons donc connu un énorme enrichissement, tout particulièrement dans les pays d'Europe continentale. Au Royaume-Uni, le multiplicateur n'a été que de 2,7, et de 3 aux États-Unis ; mais ces deux pays partaient de plus haut, n'ont pas subi (ou marginalement pour le Royaume-Uni) les destructions de la guerre mais au contraire ont bénéficié de l'énorme effort d'armement alors consenti.

Parallèlement, le temps de travail a diminué de 8% à 20 %, selon les pays, entre 1950 et 1975, puis encore de 6 % en moyenne entre 1975 et 2000, pour se stabiliser autour de 1 500 heures travaillées par an dans les différents pays européens. En gros, cela laisse aux Occidentaux la moitié du temps disponible pour autre chose que le travail proprement dit, ce qui n'était jamais arrivé auparavant dans l'histoire.

Quant à la productivité de l'heure travaillée, elle a été multipliée par 3 ou 4 selon les pays entre 1950 et 1975 ; puis elle a encore doublé pendant les 25 années suivantes. C'est en France que, parmi les pays européens, la productivité par heure travaillée est la plus élevée !

Donc, sur une période très longue, les pays occidentaux ont connu un développement considérable. Quelques exemples significatifs, tirés de la vie courante, suffiront à la mettre en évidence : en 1900, avec son salaire journalier, un ouvrier pouvait s'acheter 10 kg de carottes ; aujourd'hui, 60 ! Pour acheter une bicyclette, il lui fallait 6 mois de salaire moyen en 1900 ; une semaine aujourd'hui ; et la qualité comme le service rendu sont incomparables ! Le gain en termes de niveau de vie est extraordinaire, et sans précédent !

Quand on parle de crise, il faut donc garder cette perspective à l'esprit pour relativiser notre perception immédiate : nous vivons de manière beaucoup plus aisée que nos parents ou, plus encore, que nos grands-parents ! Et que dire de la comparaison avec les pays émergents ?

Si on se place dans une perspective encore plus longue – sur deux siècles – le taux moyen de croissance du PIB,<sup>2</sup> lissé des variations de court terme qui peuvent être importantes, a connu les valeurs suivantes en France :

- au XVIIIe siècle : 1,3 % ;
- au XIXe siècle : 1,6 % ;
- dans la première moitié du XXe siècle : 1,2 % ;
- dans le 3<sup>e</sup> quart du XXe siècle (1950-1975) : 5 % ;

---

<sup>2</sup> Le calcul de ce qu'était le PIB avant qu'on ne dispose d'outils statistiques est évidemment très difficile, et l'est d'autant plus qu'on remonte loin dans le temps ; mais les économistes qui ont travaillé pour l'OCDE ont mis au point des méthodes d'estimation qui, si on ne cherche pas à leur donner une précision qu'elles n'ont pas et si on les utilise avec prudence, donne des ordres de grandeur plausibles.

- depuis 1975 : 2 %.

Les données seraient comparables, avec des nuances importantes, notamment dans le temps et en amplitude, pour les autres pays européens.

Cette séquence est très intéressante puisqu'elle met en évidence le caractère exceptionnel de la période 1950-1975 et suggère que, depuis quarante ans, nous serions revenus au rythme de croissance de long terme que nous avons connu à partir du début de la révolution industrielle. C'est plutôt l'exception du troisième quart du vingtième siècle qu'il faudrait expliquer en se demandant si on peut la connaître à nouveau ou s'il faut en faire son deuil.

Sans fournir une explication définitive qui mériterait des études approfondies, je voudrais seulement suggérer quelques pistes de réflexions et de recherches :

- Les pays européens ont connu leur transition démographique au cours du dix-neuvième siècle ; elle s'est traduite par la baisse rapide de la mortalité, due à une meilleure hygiène et à l'amélioration des soins de santé, tandis que la natalité, d'abord stable, a ensuite diminué, mais lentement ; d'où un accroissement important et inédit de la population. Jusqu'à ce que, dans les années trente, la chute de la natalité, couplée aux pertes dues à la guerre, se traduise par un palier, voire une régression, de la population. Le phénomène nouveau que l'on peut – et, à mon avis, que l'on doit – corréliser avec la croissance économique des années 1950-1975, est une forte reprise de la natalité, qui précisément s'arrête au cours des années soixante-dix.

- La révolution industrielle a correspondu à une phase d'innovations techniques considérables (pour faire simple : l'utilisation du charbon, du pétrole puis de l'électricité ; l'industrialisation de la transformation du fer, puis la chimie du pétrole ; la révolution des moyens de transport et le raccourcissement des distances) qui ont permis l'apparition d'une nouvelle manière de travailler. Il est manifeste que ces innovations, même si elles ont commencé de se manifester dès le XIX<sup>e</sup> siècle, ont pleinement produit leurs effets à partir des années 50. Ces effets seraient-ils épuisés, et faut-il rechercher de nouveaux relais ?

- Enfin, n'oublions pas que la croissance des trente glorieuses a « bénéficié » des reconstructions d'après-guerre dans une Europe continentale dévastée ; cette période a été marquée par un immense effort de rattrapage, qui s'est arrêté aujourd'hui.

Exception faite de la reconstruction, ces phénomènes sont maintenant ceux que connaissent les pays d'Asie, et d'une façon plus ou moins marquée, les pays émergents.

Sur cette période de deux siècles, un autre phénomène remarquable doit être mis en évidence : le monde a connu une longue stabilité monétaire. Thomas Piketty, dans son dernier ouvrage, *Le capital au vingt-et-unième siècle*<sup>3</sup>, le montre à partir de statistiques

---

<sup>3</sup> Cf. T. PIKETTY, *Le capital au vingt-et-unième siècle*, Seuil, 2013. Cet ouvrage récent est très controversé depuis sa parution. Il l'est notamment en raison de ses conclusions sur la répartition des richesses et le creusement des

portant sur le très long terme. Il relève que, au-delà de variations importantes sur courte période, en moyenne, sur la période 1700-1913, la hausse des prix a été de 0,2 à 0,3 % par an. Il y eut quelques exceptions, comme durant la Révolution ; mais la valeur du franc germinal de Napoléon, créé en 1803, était la même que celle de la livre tournois de l'Ancien Régime ! Le repère monétaire était donc constant. La vraie exception apparut au vingtième siècle : elle fut causée par une inflation durable à partir de la fin de la Première Guerre mondiale. L'instabilité monétaire fut considérable pendant plusieurs décennies : il n'y avait plus de repères. La perte de mémoire aidant, cela a fini par sembler normal. Pourtant, après la crise monétaire consécutive à la fin de la convertibilité du dollar, l'instabilité cessa à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt avec la mise en place des premières politiques dites de « stabilisation », notamment en Europe.

## **II. LES ANNEES SOIXANTE-DIX : STABILISATION DE LA CROISSANCE OU CRISE ECONOMIQUE A PROPREMENT PARLER ?**

Que s'est-il passé à partir du milieu des années soixante-dix ? De prime abord, on serait tenté d'accuser les deux chocs pétroliers qui ont fait passer les économies européennes des *trente glorieuses* années de prospérité, aux *trente piteuses*. Ces chocs pétroliers furent sans doute un facteur déclenchant, mais pas une cause de fond. L'évolution de la productivité diminue de moitié à partir de 1975 ; les taux d'inflation redescendent et convergent autour de 1 à 2 % aujourd'hui ; c'est aussi au cours des années soixante-dix qu'on vit s'accélérer la chute de la démographie européenne qui doit nous interpellier. Si on met en parallèle la progression démographique et le développement économique, les résultats sont significatifs : il faut des infrastructures éducatives ; il y a un dynamisme de la population ; de nouveaux besoins doivent être satisfaits ; par conséquent, il faut produire. La baisse démographique entraîne des problèmes économiques et devrait nous conduire à étudier de façon sérieuse s'il existe (comme je le pense) une relation de cause à effet : je le dis notamment en constatant la baisse simultanée du taux d'emploi dans certains pays dont la population diminue (Espagne).

Après 1975, les gouvernements, notamment en France, réagissent à la crise en allongeant la scolarité (pour ne pas envoyer trop tôt les jeunes sur le marché du travail) ; en favorisant les départs en retraite, voire en pré-retraite, avant l'âge légal ; en réduisant le temps de travail. Mais cela ne résout rien : comme la population vieillit, on ne gagne ni du côté des jeunes, ni du côté des vieux, et le chômage augmente. C'est vrai en France, mais aussi en Allemagne ; le pire est en Espagne, avec un taux de chômage

---

inégalités au cours de la période récente. Mais Piketty soutient qu'il s'agit plutôt d'un retour à la situation antérieure. On peut se demander s'il n'y a pas là une certaine confirmation de l'observation plus générale qui résulte des données publiées par l'OCDE. Je laisse cet aspect (qui constitue le cœur du propos de l'auteur) pour me contenter ici d'utiliser certaines des données qu'il a reconstruites sur une très longue période.

actuel de l'ordre de 25 %. Dans l'ensemble de l'Europe, le taux de chômage moyen est de 10 % : ce taux est comparable à celui des années 30. Seulement, et la différence est essentielle, le chômage dure beaucoup plus longtemps : cela fait vingt ans que cette situation se pérennise. En particulier, les jeunes ont du mal à s'intégrer sur le marché du travail : en Europe, globalement, le chômage des 15-25 ans tourne autour de 20 %. La comparaison de la courbe du chômage global avec celle du chômage des jeunes est d'ailleurs très parlante. Toutes deux comportent les mêmes inflexions, mais avec des ampleurs beaucoup plus fortes pour la seconde : quand le chômage augmente, celui des jeunes augmente trois fois plus vite ; quand le taux global diminue, celui des jeunes baisse beaucoup plus vite.

Là se trouve le nœud de la crise actuelle ; nœud ancien puisqu'il a plus de trente ans ; nœud nouveau qui se resserre davantage chaque fois que nous essayons de le dénouer par des moyens qui ne fonctionnent pas et que nous n'osons pas trancher.

De fait, à partir de 1975, tout s'est passé comme si la variable d'ajustement avait été le chômage, contrairement à ce qu'affirmaient les gouvernements européens. Leurs réponses à la crise furent globalement homogènes : elles furent déflationnistes. En ont poussant à l'avènement de l'euro, elles enclenchèrent le processus qui conduisit à la convergence financière de Maastricht en se faisant fort de maîtriser les dépenses publiques et de favoriser une approche politique homogène pour « relancer la croissance » en commun. La monnaie unique apparut comme la planche de salut.

Derrière cette façade commune, les pays développés ont cependant développé trois modèles différents de réponse.

Aux États-Unis a prévalu celui du « *benign neglect* »<sup>4</sup> qui a consisté à faire financer leur fort déficit public par les autres pays ! Il en est ainsi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au nom de la défense du monde libre, grâce à la suprématie du dollar qui constitue la monnaie des échanges internationaux et la monnaie de réserve mondiale ; grâce aussi à la puissance impériale donnée par la première économie mondiale.

Le deuxième modèle est celui de la rente : un fort excédent commercial, appuyé sur une production industrielle efficace, permet d'accumuler des réserves qui financent le maintien de la richesse et l'entretien d'une population vieillissante. C'est le cas de l'Allemagne ou du Japon. En outre, au Japon, comme la dette publique est portée, presque en totalité, par les Japonais qui y investissent leur épargne et bénéficient en retour du revenu correspondant (l'équivalent de nos assurances-vie), le déficit public peut atteindre des profondeurs abyssales sans que cela n'ennuie personne ! Le Royaume-Uni, pour sa part, a choisi de devenir la principale place financière mondiale

---

<sup>4</sup> Littéralement « douce insouciance », que je traduirais volontiers par « « peu m'importe », ou « après moi le déluge »...

pour asseoir sa nouvelle puissance économique et en tirer les ressources que ne lui fournissait plus son industrie.

En France, depuis cinquante ans avec une constance qui force l'admiration, on prône la relance par la consommation, dans une perspective keynésienne mal comprise. La vision de Keynes consistait à remédier à la crise des années trente, qui était une crise de la demande, par la construction d'infrastructures publiques, et plus généralement par l'investissement ; ainsi, on créait la base des richesses futures. En revanche Keynes n'a jamais prôné une relance par la consommation pure et simple en déversant des revenus qui n'avait pas de contrepartie. Néanmoins, c'est ce que nous faisons avec pour conséquence d'aggraver notre situation financière de deux façons.

Que se passe-t-il en effet ? Les revenus directs déversés se traduisent bien par des dépenses supplémentaires ; mais une bonne part d'entre elles bénéficie à des produits importés qui dégradent notre balance commerciale (par exemple : 50% des voitures sont importées, ainsi que la totalité de l'électronique grand public, smartphones et autres, etc.) et n'a qu'un effet marginal sur l'activité domestique et l'emploi. Cette politique n'est cohérente, ni avec l'ouverture de nos frontières dans le cadre européen et mondial, ni avec notre positionnement industriel qui privilégie les biens d'équipement et les grands contrats publics à l'export.

En parallèle, tandis que nos principaux partenaires européens insistaient sur la maîtrise des dépenses publiques, cela n'a pas été notre cas : dans notre pays, au milieu des années 70, la part des dépenses publiques était de 39% du PIB contre 42% en Allemagne et 41,5% au Royaume-Uni. En 2000, les rapports étaient inversés : cette part était de 52% en France contre 47,6% en Allemagne, 39,7% au Royaume-Uni ; en 2014, elle est passée à 56 % ! C'est le résultat direct (mais non exclusif) du modèle social français et de ses « amortisseurs sociaux » (une meilleure couverture sociale que nos voisins, notamment du chômage) !... Or, du point de vue économique, une telle politique s'est révélée inefficace, même contre le chômage.<sup>5</sup>

Aujourd'hui, nous sommes au bout de ce modèle : le redressement de nos finances publiques nécessite des hausses massives d'impôts, alors que leur niveau est déjà parmi les plus élevés d'Europe ; d'où les jacqueries que notre pays connaît actuellement ! Souvenons-nous de notre histoire qui a déjà connu de semblables phénomènes, et de leurs suites ...

Que faire ? Et comment le faire ? Le diagnostic est (presque) facilement partagé ; c'est sur les remèdes que l'on achoppe toujours car ils sont douloureux et nécessitent de sérieuses remises en cause.

---

<sup>5</sup> La question de l'endettement fait l'objet de la deuxième conférence.

Sur ces questions économiques, et ce n'est pas un paradoxe, la meilleure synthèse est celle de Benoît XVI dans l'encyclique *Caritas in Veritate*. Cela est vrai cependant à une condition : ne pas attendre de l'Église l'énoncé d'un programme économique, encore moins la solution-miracle : un tel programme, à supposer même qu'il n'y en ait qu'un seul, relève de notre responsabilité propre, dans l'ordre prudentiel de l'agir public.

Pourquoi dire alors que *Caritas in Veritate* constitue la meilleure synthèse actuelle ? Pour une raison essentielle : la doctrine sociale de l'Église n'est pas une idéologie, mais une lecture du réel à partir de laquelle elle engage les chrétiens, incarnés ici et maintenant, à se déployer. Sa première exigence est la vérité comme conformation au réel qui est un donné, et qui seul permet à l'amour de s'incarner vraiment ; elle s'attache donc à comprendre le monde tel qu'il est et non tel que nous aimerions qu'il soit. La deuxième est l'humilité : comment remettre en cause nos manières de voir ? Comment être réaliste ?

Cette lecture du réel conduit Benoît XVI à mettre en lumière quelques données de base sur lesquelles il ne sert à rien de se lamenter, car elles sont là.

La première est la mondialisation : elle est un fait. De plus, ce fait est positif : grâce à l'ouverture des échanges, en dépit de graves inégalités et injustices qui restent à corriger, les pays émergents sont en train de se développer et d'accéder à leur part des richesses mondiales. Allez donc leur tenir les discours pessimistes que nous entendons en Occident, en leur prônant la décroissance ! Il faut peut-être protéger certains secteurs, comme l'agriculture, car chaque pays doit se nourrir ; mais il s'agit alors d'exception.

La deuxième donnée de base est que le marché a changé. Il a subi une double évolution : d'une part ce ne sont plus les vendeurs qui dictent leurs conditions, mais les acheteurs qui disent et achètent ce qu'ils veulent, et (de plus en plus) aux conditions qu'ils veulent ; d'autre part, il ne sert à rien de relancer par la demande si l'offre est figée dans les structures anciennes. Les structures de production que nous avons connues jusque dans les années quatre-vingt sont par terre. On ne peut plus concevoir les outils et les produits comme il y a cinquante ans avec des usines destinées à œuvrer pendant de nombreuses années. Cela ne vaut plus que pour les grands équipements : nucléaire, etc. En ce qui concerne l'appareil productif courant, il faut libérer l'offre afin de lui permettre de s'adapter aux nouvelles demandes, lui conférer plus de souplesse, la rendre plus agile dans un monde devenu très mobile.

La troisième donnée, qui est la conséquence de la précédente, est que le rapport entre employeur et employé a changé. On ne fait plus carrière dans une seule entreprise. Il faut être flexible, savoir s'adapter. Cette réalité emporte deux séries de conséquences. En premier lieu, il faut changer le cadre des rapports entre partenaires sociaux : aujourd'hui, ceux qui sont protégés sont bien protégés, mais ceux qui sont exclus le sont de plus en plus de sorte qu'il devient de plus en plus difficile de remettre les gens au travail. En second lieu, et c'est une des clefs de la baisse du chômage, il faut restaurer la

confiance dans la personne, et symétriquement donner à chacune le moyen d'acquérir confiance en elle-même ; ce qui signifie apprendre à se prendre en charge dans un monde mobile, et donc bénéficier de la formation, non pas d'hier, mais de ce temps.

Cette crise serait-elle salutaire ? Oui, mais attention au sens qu'on lui donne : il pourrait être tentant de succomber au vertige du désastre annoncé ; lequel peut prendre plusieurs formes, hélas largement répandues, et agit comme une drogue dont il est douloureux de se déprendre.

La première manière de réagir est celle des cyniques, ou des gens désabusés, qui se disent : Profitons et jouissons puisque nous n'y pouvons rien et que le monde est ainsi ! Après nous, le déluge ! Ce n'est pas qu'un discours : une telle attitude reflète des comportements extrêmement répandus. Généralisée, elle aboutit à une dévastation encore plus grande.

Une deuxième réaction est marquée par une morale punitive. Tel est le comportement officiel des Allemands : Que les cigales se corrigent ! Nous, nous avons fait nos efforts. D'où la volonté d'imposer aux autres une rigueur qui, si elle était généralisée, serait dangereuse. Les Allemands ont compensé leur baisse démographique par l'immigration de travailleurs venus principalement de Turquie (dont ils commencent néanmoins à payer le prix : il suffisait de voir M. Erdoğan faire sa campagne électorale en Allemagne !) et campent sur les rentes acquises comme on l'a dit plus haut. Il devrait pourtant être évident que toutes les économies de la planète ne peuvent pas être, simultanément, des économies exportatrices nettes car il faut qu'en face il y ait des importateurs nets. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas remettre de l'ordre chacun dans sa maison, mais pas d'une façon qui aggrave la situation et nous entraîne une déflation généralisée. C'est pourtant ce qui nous menace à brève échéance.

Quant la plus dangereuse, c'est celle qui est inspirée par la fascination du pire sous son aspect « prophétique » : Allons au bout du désastre, touchons le fond de la piscine pour pouvoir remonter quand nous aurons atteint le comble du malheur. Et allons-y le plus vite possible quitte à accélérer le drame. C'est une triple faute :

- psychologique, parce que la psychologie ne fonctionne pas comme cela, mais en de telles circonstances conduit plutôt au suicide ;
- politique, car la politique du pire est toujours la pire des politiques : à ce compte le désastre est toujours garanti, mais jamais le retour vers le meilleur ;
- morale, car le bien ne saurait passer par le mal encouragé, voire provoqué ; seul Dieu sait et peut tirer un bien du mal, pas l'homme.

Pour sortir de la crise, les européens doivent affronter une difficulté spécifique qui est d'ordre politique. Cette difficulté, c'est l'éviction des peuples par les technocrates. Je la résume ainsi : les gouvernements sont médiocres et corrompus, les gens sont idiots et



cèdent aux démagogues, et les affaires du monde sont trop compliquées pour qu'on les laisse à des incapables. À dire vrai, on constate que nos gouvernants traitent assez bien l'urgence (cf. la gestion de la crise financière dans le court terme) ; ils peuvent envisager le long terme et voir ce qu'il faudrait faire ; mais ils ne savent, ou ne peuvent, plus œuvrer dans le moyen terme qui devrait pourtant être le champ propre du politique. D'où l'idée prévalant depuis plusieurs décennies, notamment au niveau des institutions européennes, qu'il faut substituer à la politique des technocrates qui échappent à ses contingences et feront le bonheur des peuples sans eux, voire malgré eux. La convergence financière actuelle de l'Union européenne illustre très exactement ce phénomène risqué : un pouvoir considérable est accordé aux technocrates tandis que les gouvernements sont dépossédés. Or, de la technocratie à la tyrannie, il n'y a qu'un pas, qui pourrait être vite franchi. Il faut assumer la technicité des questions difficiles soulevées par les problèmes économiques ; et l'assumer au niveau politique en dépit d'une certaine médiocrité.

### ***III. QUELQUES PISTES DE SOLUTION PROPOSEES PAR BENOIT XVI DANS L'ENCYCLIQUE « CARITAS IN VERITATE »***

Ces prémisses étant posées, je me risque à esquisser quelques pistes de solution, inspirées par l'encyclique de Benoît XVI :

- Nous avons à inventer d'autres modèles économiques, plus sobres (plus écologiques) en ressources naturelles : nous ne pouvons pas continuer à piller la planète, mais nous devons en être de « bons intendants » ; je ne doute pas que l'on trouve là un gisement considérable d'investissements durables qui pourraient justifier des financements à crédit à proportion des gains attendus en moindre consommation des ressources non renouvelables.

- Il y a besoin d'une gouvernance mondiale car les échanges sont devenus mondiaux. Libre échange, oui, mais il faut organiser la liberté ! Ce ne peut être le triomphe du « renard libre dans la poulailler libre » ! La liberté, même celle des échanges, ne va pas sans règles du jeu qui ne soient pas purement formelles, mais qui équilibrent les rapports de force et protègent les faibles. En priorité, il faut affronter le problème de la fiscalité qui est une question de justice : à l'heure où les transferts internationaux de capitaux sont massifs et instantanés, nous ne pouvons plus accepter que des masses financières considérables échappent à leur part du fardeau collectif en toute impunité ; bien entendu, les pays déficitaires (exception faite des États-Unis en raison de leur puissance) ne peuvent agir isolément face aux paradis fiscaux ; mais de là à surmonter certains égoïsmes, la route est semée d'embûches.

- En France, nous sommes confrontés à un sérieux problème de formation et d'éducation : il est notoire que le système ne remplit plus sa fonction. Comment

l'aborder ? C'est un facteur clé pour sortir de la crise, et sans doute le domaine où nous avons le plus gros effort à fournir pour sortir des blocages idéologiques.

- Nous avons également à construire autrement les rapports sociaux : ils ne fonctionnent plus dans le triptyque classique patronat/syndicats/État. On ne sait pas où est la porte de sortie, mais on sait qu'il faut le faire. Disant cela, je ne soutiens pas l'idée qu'il faut démanteler nos protections sociales, mais certainement qu'il faut les repenser pour qu'elles bénéficient moins aux « *insiders* »<sup>6</sup>, mais d'abord aux outsiders, c'est à dire à ceux qui ont été exclus du système afin de les y réintégrer ; ce qui suppose sans doute plus de sélectivité et plus d'incitativité. Il y a là un domaine de prédilection pour l'économie du don appelée de ses vœux par Benoit XVI.

- Enfin, et c'est peut-être la clé de tout ce qui précède, nous devons libérer les libertés et capacités d'initiative de chacun : le cadre public français est devenu étouffant, il fait tout reposer sur la sphère publique qui est devenue impotente et qui n'en a plus les moyens.

C'est à ces conditions, me semble-t-il, que l'on pourra rétablir ce qui constitue le lien de toute vie sociale, à savoir la confiance.

---

<sup>6</sup> Ces termes, bien qu'employés en faux amis, sont devenus courant pour distinguer ceux qui sont dans le système de ceux qui en ont été évincés, au premier rang desquels les chômeurs de longue durée.